



**Parlons**

N°03 - Décembre 2016

# RSS-DDR

Bulletin d'information des activités de la Section RSS-DDR de la MINUSMA



**Conférence des bailleurs de fonds du programme DDR**

P.02

**Le processus de cantonnement et projets RVC**

P.03

**Réforme du secteur de la défense et de la sécurité intérieure**

P.10

**Campagne d'information sur le processus national RSS-DDR au profit des jeunes**

P.11

# DDR

*Désarmement*  
*Démobilisation*  
*Réintégration*

## Axes prioritaires

**Cantonnement**  
**DDR-Intégration accélérés**  
**Réduction de la violence communautaire**

## 1. Conférence des bailleurs de fonds, 8 décembre 2016, Bamako

Le 8 décembre 2016, la MINUSMA et la Banque mondiale ont appuyé l'organisation de la conférence des bailleurs de Fonds à Bamako, sous la présidence du Premier ministre, S.E.M. Modibo Keita et du ministre de la Défense et des Anciens combattants, M. Abdoulaye Idrissa Maiga.

L'objectif principal de cette conférence était de mobiliser 25 millions USD pour atteindre le montant total de 50 millions USD prévus pour la mise en œuvre du programme national du DDR (PNDDR) au Mali. La Banque mondiale s'est engagée à contribuer pour 15 millions USD, tandis que le gouvernement versera 10 millions USD.

Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre a remercié la communauté internationale pour son appui indéfectible et a rappelé aux représentants des mouvements signataires l'importance de travailler ensemble. Il les a exhortés à montrer un signal fort dans la mise en œuvre du PNDDR pour ne pas perdre la confiance de la population et le soutien de la communauté internationale.

Le Représentant Spécial du Secrétaire-Général (RSSG) au Mali a rappelé que le processus du DDR avait une place de choix dans l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Il devait être accompagné par des programmes additionnels de réinsertion socio-économiques pour les jeunes non éligibles au DDR. Tout en notant que « l'on ne peut parler de DDR sans le Cantonnement », il a félicité le gouvernement du Mali pour la nomination des présidents de la Commission Nationale DDR (CNDDR) et de la Commission d'Intégration (CI). Il a également encouragé les parties signataires à travailler sur l'opérationnalisation de ses structures telles que la CNDDR, la CI, ainsi que le Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) et le Mécanisme Opérationnel de Coor-

dination (MOC) afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord accusant beaucoup de retard. Il a également promis d'élargir les projets de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) à des régions telles que Mopti mais également aux communautés non prises en compte par le PNDDR.



Les mouvements signataires de la CMA et de la Plateforme ont réitéré leur engagement au processus du DDR pour lequel ils ont contribué dans la rédaction du programme National. Ils ont néanmoins souligné l'importance de mettre en

place des opportunités socio-économiques de réinsertion pour les jeunes à risque afin d'éviter leur enrôlement par les groupes extrémistes, terroristes et djihadistes.

Pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le financement ne devrait pas être un obstacle si les mouvements signataires (CMA, Plateforme) acceptent de commencer les patrouilles mixtes et d'aller au cantonnement dans les 8 sites disponibles afin de permettre le démarrage du processus DDR. ■

**Montant prévu pour la mise en œuvre du programme DDR: \$50 millions US**

**Engagements: \$25 millions US**

- Banque mondiale: 15 millions
- Gouvernement: 10 millions

**Contribution attendue de la Communauté Internationale: \$25 millions US**

## 2. Cantonnement

L'Accord préliminaire de Ouagadougou pour la tenue des élections présidentielles et l'organisation d'un dialogue national inclusif a été signé le 18 juin 2013. Selon ses termes, un comité de suivi et une commission technique mixte de sécurité ont été mises en place pour faciliter la mise en œuvre des aspects politiques et sécuritaires.

En vertu de l'Accord préliminaire de Ouagadougou, le gouvernement et les mouvements armés signataires (MNLA et HCUA) ainsi que les mouvements armés adhérents (MAA et CMFPR) ont accepté le principe du désarmement, tout en indiquant que « la première étape du désarmement est le cantonnement des éléments des Mouvements armés » et que « le désarmement sera finalisé après la signature d'un accord de paix global et final dans le cadre du processus de DDR. »

L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger a été signé par les mouvements armés en 2015. Cet Accord stipule que « le processus de cantonnement vise à recenser les combattants éligibles à l'intégration ou au programme DDR (...) avec le soutien

de la MINUSMA. L'intégration et le DDR se déroulent au fur et à mesure du cantonnement des combattants pour, soit l'intégration au sein des corps constitués de l'Etat y compris au sein des forces armées et de sécurité, soit la réinsertion dans la vie civile. Le DDR concernera les ex-combattants cantonnés qui n'auront pas bénéficié de l'intégration. »

Selon le mandat de la MINUSMA (RCS 2295), en son paragraphe 19 (*Appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali*), l'une des tâches prioritaires de la Mission est de « soutenir le cantonnement, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés, notamment grâce à l'intégration dans les Forces de défense et de sécurité maliennes d'éléments des groupes armés signataires à titre de mesure provisoire, dans le cadre de la [RSS], et sans préjudice des plans de la [CNDDR] (...) » tout en tenant compte « des besoins qui sont propres aux femmes associées aux groupes armés et faire en sorte qu'elles aient pleinement accès aux programmes de DDR, notamment grâce à des consultations avec des associations de femmes. » ■

### Le cantonnement en bref ...

<b>CANTONNEMENT?</b>	Le cantonnement est une mesure de confiance entre les parties signataires de l'accord de paix dans le but de réduire le flux d'armes dans les communautés et d'aider à stabiliser la situation sécuritaire dans la région
<b>NOMBRE DE SITES</b>	Au total, 24 sites de cantonnement ont été identifiés par les mouvements signataires et soumis à une procédure de reconnaissance et de vérification, sur la base de critères pré-établis par le Comité Technique de Sécurité. Cet organe, qui est composé de représentants des 3 parties signataires, a choisi les <b>8 sites</b> ci-dessous pour construction par la MINUSMA:  <b>CMA (04)</b> : Ber (Région de Tombouctou), Ahambouba Tessalit (Région de Kidal), Tinfadimata (Région de Ménaka) et Ilouk (Région de Gao) <b>Plateforme (04)</b> : Likrakar (Région de Tombouctou), Inegar (Région de Ménaka), Fafa et Tabankort (Région de Gao)
<b>FINANCEMENT</b>	Trois (03) sites de cantonnement sous les fonds PBF et cinq (05) sites sous le budget établi par la MINUSMA.
<b>CAPACITE</b>	Chaque site a une capacité de 750 combattants soit 675 hommes, 75 femmes et enfants
<b>COMPOSITION</b>	6 structures de parois dures, des blocs de toilettes, des tentes, 8 zones ombragées, forage et groupe électrogène, conteneurs pour le stockage d'armes, de munitions et articles non alimentaires (lits, ustensiles de cuisine, extincteurs, moustiquaires, ventilateurs, etc.)
<b>USAGE APRES LE PROCESSUS</b>	A la fin du processus, les sites de cantonnement seront remis aux communautés locales qui pourront convertir les bâtiments en écoles, centres de santé, centres de formation ou toute autre structure à vocation sociale

### 3. Réduction de la violence communautaire (RVC)

La mise en œuvre des projets de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) contribue à la matérialisation des dividendes de la paix au profit des communautés du Nord du Mali. Ces projets, qui sont gérés par la Section RSS-DDR, visent à promouvoir la réconciliation, le dialogue et la prévention du recrutement des jeunes à risque par les groupes terroristes et/ou djihadistes, dans le but ultime de réduire les violences inter et/ou intra-communautaires.

À ce jour, 23 projets RVC ont été réalisés dans les communautés environnantes des sites de cantonnement à Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou. Pour l'année 2017, la Section s'est fixée comme objectif de mettre en œuvre plus de projets RVC dans les communautés non encore servies et où la présence des mouvements armés est une réalité. ■

#### Réhabilitation et équipement d'un périmètre rizicole à Didi, Tombouctou

Le 16 Novembre 2016, la Section a procédé à la remise officielle d'un projet de réhabilitation et d'équipement d'un périmètre rizicole de 30 ha à Didi (près de 60 km Est de la ville de Tombouctou et à 7 km au sud du site de cantonnement de Ber). L'objectif du projet était de contribuer à renforcer les moyens de résilience des ménages vulnérables par la relance de la production rizicole, de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable des populations et d'offrir des emplois agricoles aux jeunes à risque et aux femmes, leur permettant d'acquérir des revenus.

Au total 160 exploitants dont 60 femmes sont les bénéficiaires directs de ce projet alors que les bénéficiaires indirects sont estimés à 1 800 personnes dont 52% de femmes.

Le projet a permis de réaliser les activités suivantes:

- ▶ Renforcement des capacités techniques et de gestion de 80 exploitants en deux sessions;
- ▶ Réhabilitation des ouvrages d'art et renforcement des canaux sur 500 m;
- ▶ Fourniture d'un Groupe Motopompe de trois cylindres permettant l'alimentation en eau du PIV;
- ▶ Fourniture de 8000 l de gasoil;
- ▶ Acquisition de 1500 kg de semences certifiée aux exploitants;
- ▶ Appui-conseil et suivi des activités par le personnel de l'ONG.

Dans son allocution, le Chef de bureau de la MINUSMA/Tombouctou, M. Riccardo Maia a exhorté les populations à soutenir la MINUSMA dans la relance des activités de relèvement communautaire tels que les projets RVC, qui contribuent à la restauration défini-

tive de la paix au Mali. « On va se concentrer sur toutes les activités qui peuvent amener un véritable soulagement aux populations » a-t-il déclaré.



Le Chef du village de Didi a exprimé sa profonde gratitude à la MINUSMA pour la réalisation de ce projet qui va contribuer à la quiétude de sa communauté. Selon lui, « grâce à cette réalisation, nous estimons que la production de riz atteindra 100 tonnes par récolte. Le plus important encore, ce projet a renforcé davantage la cohésion sociale dans tout le village, et ses environs. » M. Fida Ag Mohamed, porte-parole des bénéficiaires, a indiqué qu'« avant ce projet un kilogramme de riz était à 500 francs tandis que maintenant un kilogramme de riz coûte seulement 200 francs. » Il a aussi affirmé que ce projet a permis aux populations locales de rester, réduisant ainsi l'exode rural. ■

## Réhabilitation du barrage d'Intikoi, Kidal

Le 9 décembre 2016, L'ONG locale ADRL, l'un des partenaires locaux de la section RSS-DDR dans la mise en œuvre des projets RVC à Kidal a remis officiellement les clés des infrastructures réhabilitées du barrage d'Intikoi au chef de bureau de Kidal, M. Christophe Sivillion, accompagné de l'équipe de la section RSS-DDR. Il s'agit d'un bâtiment pour abriter le générateur et d'autres équipements pour faire fonctionner ce barrage. M. Sivillion a remercié l'ONG pour avoir terminé ce projet avant de remettre les clés à M. Aghaly Ag Acherif, responsable du comité d'Énergie et l'Eau de Kidal. Ce dernier a également apprécié le travail de la MINUSMA, plus particulièrement le soutien de la section RSS-DDR pour la réhabilitation de ce barrage.

Il a souligné que la réhabilitation et l'entretien du barrage F1 était un grand soulagement pour la population de Kidal car, « ce projet pourra réduire les tensions de conflits entre les habitants de Kidal »

Signalons que ce projet a été lancé il y a six mois avec pour objectif principal d'améliorer l'approvisionnement et l'accès en eau potable dans la ville de Kidal. La réhabilitation et l'augmentation de sa capacité en captage d'eau permettront d'accroître sensiblement

l'accès à l'eau de la population de Kidal.



Il faut souligner que depuis la crise de 2012, le barrage F1 et le système de traitement d'eau ne fonctionnaient plus à cause de l'ensablement et de l'accumulation des déchets qui l'empêchaient de retenir l'eau de pluie, entraînant une pénurie d'eau persistante dans la ville de Kidal. ■

## Jardin des femmes de Kidal

Pour renforcer la réduction de la violence au niveau communautaire, la section RSS-DDR a soutenu l'aménagement d'un jardin au profit de 200 femmes de Kidal, provenant de différentes couches sociales et ethniques. Cette initiative facilite la reconstitution du tissu social à travers une activité génératrice de revenus, une production individuelle de nourriture, une coopération et un dialogue journalier et de plus en plus soutenu entre les femmes de différentes couches sociales ou ethniques qui se sont engagées dans ce projet.

Il a permis aux femmes bénéficiaires et membres de l'association créé par le partenaire de mise en œuvre, de planter sept mois par an, en tenant compte des particularités climatiques, un jardin individuel qui leur permet de cultiver des légumes, mais



aussi des épices. Le projet a facilité et appuyé une extension et l'aménagement du jardin de plus de 40% de la superficie initiale. En même temps une pompe solaire a été aménagée pour amener l'eau du puits qui se trouve à proximité du jardin. Les dividendes du projet ont aussi permis de financer la construction des bassins de stockage d'eau pour l'irrigation. A cet effet, le jardin a atteint sa capacité maximale de production. Toutefois l'installation d'un forage dans le futur pourrait appuyer une extension

des surfaces arables pour une production plus importante.

Le projet a répondu aux attentes qui ont été mises en avant concernant l'implication des femmes dans l'apaisement de la situation sécuritaire, mais aussi de la cohésion sociale. ■

Ceci a été possible grâce à leur forte participation au projet, et a été renforcé par les bénéfices économiques perçus puisque le projet a généré des sources de revenus et a permis une certaine indépendance économique des bénéficiaires.

C'est ainsi que l'équipe DDR en charge du suivi de la mise en œuvre a constaté à plusieurs reprises, que le Jardin des Femmes, est devenu un lieu de rencontre (ouvert à toutes les femmes) et de dialogue entre femmes d'origines socio-politiques différentes. Tous ces éléments ont contribué à l'inclusion et au renforcement de la cohésion sociale.

Il est aussi évident que le jardin reste très apprécié par les communautés de Kidal. En témoigne l'appréciation d'une des bénéficiaires Mme Talla Walet Rhissa : «

Nous avons commencé à planter les légumes pour nos foyers respectifs et à les vendre aux populations de la ville pour améliorer nos revenus.

Nous remercions beaucoup la MINUSMA pour son appui, c'est aussi un lieu d'échange et de dialogue, entre femmes mais aussi par rapport à ce qui nous arrive ». L'appui de la MINUSMA et de la section DDR étant très prisé par les populations, cela a aussi permis de renforcer le contact et la communication avec un grand nombre de femmes et de les informer sur le processus de paix et de DDR. ■

### Projets d'eau et d'école pour réduire la violence à Mopti

Le 24 novembre 2016, la section RSS-DDR Mopti accompagnée des représentants de l'ONG locale Delta Survie et du Maire de Bankass, a effectué une visite dans le village de Barré Darsalam, situé à 134 km de la ville de Mopti. Le but de la mission était d'évaluer le projet CVR proposé par la population du village afin d'accroître l'accessibilité à l'eau potable pour les populations et les animaux et à l'éducation pour leurs enfants.

La délégation s'est entretenue avec tous les groupes ethniques y compris Peuls, Dogons, Mossis et Tamasheqs au tour de la mise en œuvre des projets CVR qui renforcent l'unité, la réconciliation et la réduction des tensions dans la région. La visite a été appréciée par le chef du village qui a demandé à la MINUSMA de soutenir sa communauté pour obtenir l'eau et renforcer l'école.

La mise en œuvre de ces projets permettra l'accroissement du niveau d'alphabétisation et l'accès en eau potable dans le village pendant les périodes de soudure. Elle facilitera également la réduction des sources de conflits entre les communautés nomades et sédentaires dues au nombre limité des points d'eau dans le village et ses environs. Elle participera finalement à l'occupation temporaire des jeunes à risque sans occupation et susceptibles de rejoindre des groupes armés. ■



## 4. Initiatives de sensibilisation et renforcement de capacités

### Sensibilisation des membres des mouvements signataires et des populations locales à Gao

La sensibilisation des membres des mouvements signataires et les populations locales, y compris les jeunes à risque constitue une activité clé de la section RSS-DDR. Toute occasion est saisie pour échanger sur l'évolution de la mise en œuvre du processus de cantonnement, pilier essentiel du DDR.

Elle se traduit par la distribution de fiches d'information pendant les missions de suivi et d'évaluations de travaux de construction des sites de cantonnement et de la mise en œuvre des projets de réduction de violence communautaire aux populations suivies par des échanges directs sur l'application de l'accord et du mandat de la MINUSMA.

C'est dans ce cadre que, le 28 Novembre 2016, la section RSS-DDR a organisé une mission dans le village de Tabankort. La délégation était dirigée par le chef de Bureau de la MINUSMA à Gao, accompagnée par l'honorable Député Mohamed Ould Mataly, le coordonnateur de la Plateforme, Mr Hanoun Mahmoud et le coordinateur du MOC, le Col Rhissa Ag Sidi.

Durant cette visite, la délégation s'est entretenue avec les membres de la communauté, donnant l'opportunité de sensibiliser environ 250 personnes sur le mandat de la MINUSMA, les préparatifs du processus de cantonnement ainsi que du soutien de la communauté Internationale dans le rétablissement de la Paix au Nord du Mali.

Les responsables locaux ainsi que les jeunes se sont réjouis de cette importante visite et ont promis de soutenir toutes les activités de la MINUSMA dans leurs cercles.

Dans le même contexte, une équipe RSS-DDR de Gao conduite par Mme Maiga Aishatou a séjourné, du 4 au 6 Novembre 2016, dans le cercle de Fafa pour rencontrer les responsables locaux ainsi que les combattants de la Plateforme et de la CMA. L'occasion a permis de les sensibiliser sur le processus du cantonnement et du DDR.

Ainsi, les critères d'éligibilité déjà définis dans le mode opératoire du cantonnement ont été expliqués aux jeunes potentiels candidats au cantonnement. Aussi, des prospectus et fiches d'information sur le cantonnement et DDR ont été distribués, à la grande satisfaction des participants. Un résident de Fafa s'est dit satisfait de ces explications: « Avant, nous avions



reçu de fausses informations sur les processus. Maintenant, avec ces fiches d'information, nous savons ce qui va se passer ».

## Formation des partenaires d'exécution des projets RVC

Le 3 novembre 2016, l'équipe CVR de la section RSS-DDR a conclu une mission de 10 jours pendant lesquels 4 ateliers de renforcement des capacités pour une centaine de représentants des 12 partenaires nationaux et internationaux de mise en œuvre des projets de réduction de violences communautaires "RVCs" dans les quatre régions du Nord Mali (Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti).

Chaque atelier était focalisé sur la préparation, la mise en œuvre des projets, ainsi que sur les règles et procédures des projets RVCs notamment le suivi et évaluation desdits-projets. Ces ateliers ont permis d'identifier certains problèmes rencontrés par les partenaires



pendant l'exécution des projets afin d'y apporter des solutions idoines pour les prochains projets du cycle 2016-2017. D'autres sujets ont été abordés, notamment la nécessité de décaisser un montant important pour la première tranche et d'acquérir une quantité importante de matériels indisponibles ou peu disponibles dans les régions du Nord. Aussi, les risques liés à l'insécurité qui peuvent impacter sur la durée du

projet, l'importance de produire les rapports à temps mais également d'avoir des experts indépendants pour évaluer l'impact des projets sur les communautés en général, ont été à l'ordre du jour. ■

## Mise en œuvre des projets RVC à proximité des sites de cantonnement

Sites de cantonnement	Région	Distance (KM)	Nombre de projets	Nombre de bénéficiaires	Montant (USD)
<i>Likrakar</i>	<b>Tombouctou</b>	1	4	21.024	<b>348.916</b>
<i>Ber</i>	<b>Tombouctou</b>	≥ 20	4	49.160	<b>307.633</b>
<i>Fafa</i>	<b>Gao</b>	2	4	11.267	<b>235.817</b>
<i>Innegar</i>	<b>Ménaka</b>	1	3	8.224	<b>191.100</b>
<i>Tinfadimata</i>	<b>Ménaka</b>	1,5	4	10.160	<b>239.098</b>
<i>Ilouk</i>	<b>Gao</b>	25	1	2.150	<b>54.671</b>
<i>Tabankort</i>	<b>Gao</b>	2	2	8.107	<b>91.793</b>
<i>Tessalit (Aguelhoc)</i>	<b>Kidal</b>	1	1	6.187	<b>89.103</b>
<b>TOTAL</b>			<b>23</b>	<b>116.279</b>	<b>1.558.131</b>

## 5. Mécanisme opérationnel de coordination (MOC)

Selon les termes de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) est mis en place pour coordonner et planifier les patrouilles mixtes de la CMA, la Plateforme et les FAMa. Ces patrouilles mixtes ont pour mandat d'assurer la sécurité des sites de cantonnement, et des autorités intérimaires.

C'est en ce sens que l'enregistrement des éléments des patrouilles mixtes a commencé, à Gao, le 11 Décembre 2016. L'équipe RSS-DDR de Gao, en coordination avec d'autres composantes de la MINUSMA a conduit l'opération de vérification et d'enregistrement de 200 ex-combattants de la Plateforme, leur profilage ainsi que la collecte des informations de base sur leurs armes. ■



Il est prévu 3 sites pour les unités du MOC de 600 éléments chacune a:

- Gao;
- Tombouctou
- Kidal

(soit 200 éléments de chaque partie signataire par région)

# RSS

## Réforme du Secteur de la Sécurité

### Axes prioritaires

Défense & Sécurité Intérieure  
Veille démocratique  
Sécurisation des frontières

## 1. Défense et Sécurité Intérieure

Conformément au soutien aux autorités maliennes, la section RSS-DDR continue d'accompagner la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) par des activités ponctuelles de renforcement de capacités, de soutien à la paix et à la sécurité et d'appui au contrôle et à la redevabilité.

Au cours du dernier trimestre de l'année 2016, la section SSR-DDR a soutenu la mise en œuvre de la LOPM par un projet à impact rapide destiné à la réhabilitation et à l'équipement de la salle de conférence du Ministère de la défense et des Anciens Combattants. Ce projet financé par la MINUSMA, à hauteur de 16.950.000 FCFA, a permis de renforcer la capacité d'accueil de



la structure pour la conduite de réunions élargies à d'autres partenaires, les formations ou séminaires au bénéfice du personnel du département de la défense et de la sécurité.

Aussi, la section RSS-DDR a appuyé l'Inspection Générale des Armées et Services, structure chargée du contrôle de la gestion et de la redevabilité des armées, pour améliorer, de manière significative, les conditions de travail des inspecteurs en mobiliers de bureau et bureautique. Cet appui de la MINUSMA, pour un montant de 44.903.000 FCFA, a été réalisé, à travers le Fonds judiciaire pour la paix et la sécurité, dans le cadre du renforcement des capacités d'aide à la redevabilité. Ces deux projets sont achevés depuis octobre 2016.



La section RSS-DDR a également participé, du 21 au 23 décembre 2016, aux travaux de l'atelier de validation de la stratégie de lutte contre le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent au Mali, tenu au Grand Hôtel de Bamako. Cet atelier, organisé par le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale, a regroupé, à Koulouba, les représentants de plusieurs départements ministériels, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux autour de ces thèmes d'actualités au Mali et dans la sous-région.

Dans le cadre du renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité, la section RSS-DDR a aussi soutenu le financement d'une enveloppe de 62.212.000 FCFA, à travers le fonds judiciaire pour la paix et la sécurité, le Centre d'Instruction Boubacar Sada SY pour la réhabilitation du château et du système d'adduction d'eau dont les travaux ont commencé début décembre 2016 et sont prévus pour durer six mois. Ces ouvrages permettront d'accroître l'approvisionnement et l'accès à l'eau potable des militaires en formation pendant les périodes de rupture en saison sèche. ■

## 2. Veille démocratique du secteur de la sécurité

### Campagne d'information des jeunes sur le processus national RSS-DDR au Mali, Edition Bamako

La Section RSS-DDR de la MINUSMA et le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) ont lancé, le 15 décembre 2017, au Centre Djoliba de Bamako, une campagne d'information des jeunes sur le processus national de réforme du secteur de la sécurité-désarmement, démobilisation et réinsertion (RSS-DDR). Plus d'une centaine de représentants des associations de jeunes, des autorités locales et Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) de Bamako et des régions du Sud (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou), ont participé à cette première édition de la campagne de sensibilisation qui vise principalement à informer sur les avancées du processus national de RSS-DDR en sollicitant l'engagement effectif des participants.



La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Souleymane Satigui Sidibé, Vice-Président du CNJ, M. Samba Tall, Directeur de la Section RSS-DDR de la MINUSMA, M. Abdourahmane Tangara, représentant du Gouverneur du District de Bamako et M. Amani Bathily, Conseiller Technique du Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, qui a officiellement ouvert l'atelier, au nom du Gouvernement.

Le sous Thème 1 – « Quelle place pour la jeunesse dans la paix et la sécurité au Mali ? » a été introduit par M. Alessandro De Rienzo, Chargé de l'Appui à la Médiation au sein de la MINUSMA qui a fait une présentation sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, en mettant l'accent sur le rôle de la jeunesse dans sa mise en œuvre selon l'Article 51 et aussi l'importance de l'engagement de la Jeunesse Malienne dans le processus national de RSS-DDR, y compris le besoin d'inclusion/participation dans

les différentes commissions de mise en œuvre du processus national.

Pour sa part, M. Abdou Karimou Maiga du CNJ a fait un aperçu de la Résolution 2250, Jeunesse, Paix et Sécurité, dans lequel il a réitéré la place des jeunes dans le processus de paix, à travers la participation dans les instances de décision à tous les niveaux.

Le Thème 2 consacré au processus national de RSS et DDR au Mali : « Où en sommes-nous ? » a été présenté par des experts nationaux et ceux de la MINUSMA. M. Fihouroune Maiga du Groupe pluridisciplinaire sur la RSS (GPRSS) et membre du Sous-Comité Défense et Sécurité (SCDS) pour la Plateforme a fourni une explication en profondeur sur le processus DDR, ses spécificités ainsi que les zones de blocage et les opportunités dans le cantonnement-DDR-Intégration. M. Francis Somda de la MINUSMA a présenté l'appui de la mission dans sa mise en œuvre selon 3 axes prioritaires que sont : (1) la réforme de la défense et de la sécurité intérieure ; (2) la veille démocratique du secteur de la sécurité à travers le renforcement des capacités des membres de la Commission de la défense nationale, de la sécurité et de la protection civile (CNDSPC) de l'Assemblée Nationale et les organisations de la société civile, les femmes et jeunes en particulier ; et (3) la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres. Il a aussi fait mention de l'appui de la section dans l'opérationnalisation du Conseil National pour la RSS et la Commission d'Intégration, organes de grande importance dans la transition des combattants du DDR à la RSS.

Enfin le Thème 3 autour du rôle de la Jeunesse dans le processus national de RSS-DDR au Mali » présenté par M. Aliou Barry, Chargé des Affaires Civiles à la MINUSMA, a partagé son expérience dans l'appui à la mise en place et au suivi des cadres de concertation qui sont, selon lui, un mécanisme propice au partage de l'information et à la spécialisation des organisations de la société civile (OSC) dans les domaines-clés qui pourraient susciter l'appui technique et financier des partenaires internationaux. ■

### 3. Sécurisation des frontières

Dans son mandat de coordination des efforts des acteurs internationaux, la Section RSS-DDR a continué, à travers le fonds fiduciaire de la MINUSMA, et en collaboration avec l'Organisation Mondiale des Migrations (OIM) et l'EUCAP-Sahel-Mali, à l'appui au déploiement des Gardes Forestiers dans le Gourma qui s'inscrit dans le cadre de la révision de la Politique Nationale des Frontières.

remises pendant la formation tactique intensive de l'unité mixte d'anti-braconnage au mois de novembre à Hombori et Douentza qui comprenait aussi un volet sur usage de la force et sur le respect des droits de l'homme. Dans ce contexte, l'amélioration des moyens de communication et l'achat d'un avion léger de surveillance reste un grand défi pour multiplier l'impact de l'unité.



À cet effet, le Ministère de l'Administration Territoriale, a organisé, du 18 au 20 octobre 2016, un atelier national, au Palais de la Culture de Bamako, pour finaliser la relecture de la Politique Nationale des Frontières avec les contributions des acteurs étatiques et non-étatiques de toutes les régions du Mali. Ce qui a permis de valider, après la décision du Conseil des ministres, l'adoption des stratégies opérationnelles focalisées sur la sécurisation et le développement.

Aussi avec l'appui du fonds fiduciaire de la MINUSMA, la Section RSS-DDR a aussi continué son support à l'unité mixte anti-braconnage des Gardes Forestiers et des FAMA, qui a pour mandat de protéger les derniers éléphants du Mali qui sillonnent dans la zone du Gourma, le long de la frontière poreuse avec le Burkina Faso.

En étroite collaboration l'unité du Système d'information géographique de la MINUSMA, la Section RSS-DDR a élaboré une carte topographique de cette zone qui a été imprimé sur textile résistant à l'eau pour usage sur le terrain. Ces cartes ont été

L'équipe « frontières » a aussi participé, avec le PNUD et OIM, à deux missions d'évaluation dans la nouvelle région de Menaka grâce au Fonds de Consolidation de la Paix qui visaient à développer un projet transfrontalier (Mali-Niger-Burkina Faso) et une « Caravane de la Paix » initiée avec le Gouverneur de Menaka. ■



## DES AVANCEES DANS LE PROCESSUS NATIONAL DE RSS- DDR AU MALI

- 14.10.16 → Chronogramme de mise en œuvre du processus de cantonnement-DDR-Intégration
- 18-20.10.16 → Validation de la nouvelle politique nationale des frontières, Bamako
- 2.10.16 → Décrets portant nomination des membres de la Commission Nationale de DDR (CNDDR) et la Commission d'Intégration (CI)
- 8.12.16 → Conférence des bailleurs de fonds pour le financement du programme de DDR au Mali, Bamako
- 9.12.16 → Début de l'enregistrement des éléments des mouvements signataires pour les patrouilles mixtes de Gao
- 15.12.16 → Lancement de la campagne d'information des jeunes sur le processus national de RSS-DDR au Mali, Edition Bamako
- 21-23.12.16 → Validation de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, Bamako



**Mission Multidimensionnelle  
Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali**

Immeuble MAGANE, Rue 39 (Rue du PNUD)  
Badalabougou Est, Lot N. 2704, Bamako, MALI  
Post Office Box B.P.E. 2616,  
Bamako, Mali

Site : <http://minusma.unmissions.org>

